

## **Sarkozy ou Hollande peuvent-ils réconcilier les Français avec l'Europe?**

*Le Nouvel Observateur, 24 avril 2012*

**LE PLUS.** Le 16 avril, le candidat Sarkozy s'en prenait au rôle de la BCE dans la croissance européenne. L'Europe fédérale serait-elle le bouc émissaire préféré des Français? Notre experte Sylvie Goulard, députée européenne, veut démontrer certaines idées reçues sur l'utilité de l'Europe.

Une fois passé le premier tour, propice au dévouement et au lyrisme, les choses sérieuses commencent. Sur l'Europe, où en sont les deux candidats restés en lice?

### **Non, l'Europe n'est pas trop fédérale**

Naturellement, la campagne peut encore réserver des surprises, mais une apparente contradiction domine déjà le débat : jamais le renforcement de la zone euro n'a été plus vital, jamais les esprits n'ont été plus réticents.

Équation insoluble ? Peut-être pas : si le discours des dirigeants, ces dernières années, se prétendait européen, l'action ne l'était guère. Trop souvent, le procès de l'Europe est instruit, comme si elle était fédérale et intégrée quand elle est intergouvernementale et entravée. Les citoyens français ont raison de rejeter cette Europe là. Ils ont raison d'attendre plus que l'ersatz qui leur a été servi, cette Europe insuffisante sur le fond et inacceptable dans la forme.

### **L'Europe n'est pas qu'un gendarme budgétaire**

Sur le fond, le prochain Président doit – au sens propre – opérer une révolution, ramener l'Europe à son point de départ, retrouver sa logique et sa grandeur, sa part d'humanité. Le traité de Rome visait en effet, en premier lieu, la prospérité et l'emploi, le bien-être des populations. François Hollande a donc raison de souhaiter que l'Union européenne mène des politiques de croissance. Il n'est d'ailleurs pas le seul : depuis le début de la crise, le Parlement européen a maintes fois invité les autorités nationales et européennes à voir au-delà de la discipline budgétaire publique.

Dans d'innombrables articles écrits avant sa nomination comme Président du Conseil, comme dans un rapport sur le Marché intérieur remis à M. Barroso, en mai 2010, Mario Monti n'a cessé d'appeler à un rééquilibrage. Le think tank de Jacques Delors, "Notre Europe", fait la même analyse.

Des pistes existent : financement d'investissements d'infrastructure via des "project bonds", voire d'autres sources de la Banque européenne d'investissement; meilleur

emploi des fonds structurels ; convergence fiscale, notamment pour l'impôt sur les sociétés ; réforme des marchés du travail; concurrence accrue pour casser les positions dominantes et encourager les PME; création à terme d'euro-obligations.

Les réticences intellectuelles des partenaires allemands et des pays du Nord ne vont cependant pas disparaître du jour au lendemain. En France, les blocages idéologiques contre les réformes "structurelles" ne manquent guère non plus. La pire erreur serait de tenter de prendre les Allemands de revers, en bâtissant une sorte d'alliance des keynésiens contre les libéraux, du Sud contre le Nord. Quiconque connaît l'Allemagne sait son attachement à "l'économie sociale de marché". La force de la France, c'est bien sa position centrale entre latins et germaniques. Notre pays doit donc impérativement plaider pour une vision équilibrée, concertée avec l'Allemagne, débattue avec tous les autres.

### **Le gouvernement sortant n'a pas été à la hauteur**

La France sera d'autant plus écoutée qu'elle restaurera sa propre crédibilité, fortement entamée. Le Président sortant se targue de compétences internationales et de la confiance des marchés, mais son bilan laisse planer un sérieux doute : en cinq ans, la dette s'est considérablement accrue, non seulement sous l'effet de "la crise" mais bien plus à la suite de politiques fiscales brouillonnes et injustes.

Déjà en 2007, François Fillon tirait la sonnette d'alarme sur "l'Etat en faillite". Tout en affichant une proximité extrême avec l'Allemagne, la dépense publique n'a pas été maîtrisée, la sécurité sociale n'a pas été suffisamment réformée, la balance du commerce extérieur s'est encore dégradée. Le potentiel du marché unique n'a pas été exploité. Les débuts prometteurs du quinquennat, la brillante présidence française de 2008, sont hélas des souvenirs lointains.

Le prochain président de la République devra donc à la fois ramener la croissance en Europe et l'esprit européen en France. Les entretiens donnés par François Hollande à la presse étrangère, par exemple au "Handelsblatt" le 18 avril, laissent voir qu'il a parfaitement compris l'enjeu. Mais, au moment de la mise en œuvre, la main ne devra pas trembler. Certaines déclarations faites en France dans le feu de la campagne ne sont pas rassurantes si elles aboutissent à dégrader les comptes de l'Etat ou des régimes de retraite.

### **Réconcilier les Français avec l'Europe**

Le chantier le plus décisif, dont on parle moins, sera toutefois celui de la forme. Rien de moins européen que la méthode autoritaire suivie par la Chancelière Merkel et Nicolas Sarkozy. Si, dans l'urgence, des responsabilités particulières incombent aux exécutifs, notamment de ces deux pays, la construction européenne ne peut se faire dans un tête-à-tête franco-allemand exclusif ou lors de sommets chaotiques, sans débat public.

Affaiblir la Commission, fouler aux pieds les autres partenaires, faire deux poids et deux mesures avec les Parlements nationaux en acceptant d'interrompre un Conseil européen pour consulter le seul Bundestag, ne jamais exposer les décisions prises par le duo devant le Parlement européen, sont autant d'erreurs graves dont nous payons aujourd'hui le prix. Une attitude plus respectueuse des institutions aurait

coupé l'herbe sous le pied des eurosceptiques, soudé les Européens et permis que l'impulsion donnée par Paris et Berlin fût mieux acceptée et, sans doute, plus équilibrée.

Remettre l'Europe à l'endroit, la rendre plus juste, redonner aux Européens l'envie de mener des projets ensemble, voilà l'enjeu de ce quinquennat. Nos intérêts le commandent.

Ma conviction est que les Français voudront toujours de l'Europe s'ils peuvent encore peser sur leur destin, si, au fil du rapprochement des économies, la démocratie européenne se renforce. Aux membres du Conseil européen, ils ne veulent plus faire un chèque en blanc. Contrairement à ce que la mythologie de la Cinquième République laisse croire, notre Président sera d'autant plus fort et respecté en Europe qu'il en aura pris conscience. Il sera apprécié pour ses propositions et ses résultats concrets, pas pour ses effets de manche.